

Colloque international

Lutter contre la nocivité : Travail, santé et environnement entre savoir et pouvoir (XIXème – XXIème)

*

Université Grenoble Alpes, 14-16 octobre 2026

Comment lutter contre la nocivité du travail ? Le **concept de « nocivité »** provient des réflexions politiques et syndicales italiennes de la seconde moitié du XXème siècle : il désigne les effets délétères du travail à la fois sur la santé et sur l'environnement (Feltrin, Sacchetto, 2021) et permet d'articuler ces deux enjeux. L'objectif du colloque est d'explorer la créativité sociale dont témoignent les conflits menés par les travailleuses pour lutter contre les effets sanitaires et environnementaux néfastes des activités de production et de reproduction.

En renforçant le dialogue entre les études sur les « environnementalismes des pauvres » (Martinez-Alier, 2003, 2023) et les récents travaux sur l'environnementalisme ouvrier (Barca, 2015 ; Bécot, 2015 ; Davigo, 2017 ; Thirion, 2024), nous souhaitons mettre en lumière la **création de savoirs et de pratiques mues par ces enjeux** de la part des groupes sociaux qui sont en première ligne face aux dommages causés par le travail. Les études déjà menées se concentrent principalement sur les pays d'ancienne industrialisation, et sur les décennies d'après-guerre. Afin de prolonger ces perspectives, ce colloque proposera une double ouverture :

- **géographique**, vers des territoires dont l'industrialisation est plus récente et où les répertoires d'action peuvent être moins articulés aux traditions des mouvements ouvriers ;
- **chronologique**, non seulement pour comprendre les temporalités plus longues de certaines luttes, mais aussi pour porter l'attention vers des séquences historiques encore peu étudiées, ainsi de l'entre-deux-guerres ou des décennies de désindustrialisation.

À travers des **perspectives pluridisciplinaires** (historiques, sociologiques, géographiques, anthropologiques, épidémiologiques, médicales...), il s'agira d'interroger la **variété** des mobilisations tout en réfléchissant aux **forces** et aux **limites** des formes employées. À l'heure où les politiques environnementales tendent à une « dépossession écologique des classes populaires », il s'agira non seulement de comprendre quelles configurations socio-écologiques furent propices aux luttes contre la nocivité, d'éclairer par quelles modalités les actrices et acteurs de ces mobilisations composèrent avec les obstacles et contraintes qui leur furent opposés, mais aussi de souligner que ces actions contre la nocivité restent une composante actuelle – et souvent négligée – de la condition écologique des classes sociales (Collectif Classes Vertes, 2024).

Le travail est entendu au sens large : nous souhaitons prendre en considération les mobilisations qui se sont organisées et s'organisent dans les secteurs faisant l'objet d'une rémunération, incluant le **travail productif** (agriculture, industrie...) et les **services** (transports, administration, secteur du *care*...), mais également dans le **travail reproductif**, recouvrant un ensemble d'activités (matérielles comme la subsistance, émotionnelles et liées au *care*, ou relevant de l'éducation) qui font rarement l'objet d'une rémunération (Fortunati, 1982 ; Sarti, Bellavitis, Martini, 2018 ; Barca, 2020 ; Gallot, Harari-Kermadec, 2024). Cette définition du travail doit permettre de comprendre comment les alertes sur la nocivité peuvent se cristalliser dans certaines activités de travail, et de mieux caractériser les actrices et acteurs qui permettent la

circulation des alertes entre ces différentes sphères du travail. Dans cette perspective, nous nous intéressons également à la constitution de savoirs et de pratiques ayant permis de réinventer la **médecine ouvrière**, ainsi qu'aux mobilisations des scientifiques et des médecins visant à défendre la santé au travail et la santé environnementale (Marri, Oddone, 1967 ; Oddone, 1974, 1978 ; Laure Pitti, 2009 ; Marichalar, Pitti, 2013 ; Centemeri, 2022).

Nous invitons ainsi les chercheurs.es de toutes disciplines à soumettre des contributions originales portant sur des **cas concrets de mobilisation** afin d'ancrer la réflexion dans des territoires précis et donner chair aux récits de luttes proposés. Les contributions devront s'appuyer sur un corpus documentaire varié (cartes, témoignages, documents, photographies, vidéos, etc.), permettant d'articuler analyse et matérialité des mobilisations. L'objectif de cet appel est de constituer une équipe de recherche pluridisciplinaire en vue d'un projet d'**atlas mondial des mobilisations des travailleur·euse·s autour des enjeux de santé et d'environnement**, visant à cartographier, contextualiser et documenter ces conflits à l'échelle globale.

Nous encourageons ainsi vivement la soumission de propositions portant sur des **contextes non occidentaux**. Ces approches, encore peu représentées dans les recherches sur les mobilisations autour de la santé et de l'environnement au travail, constituent un apport essentiel pour élargir les cadres d'analyse, mettre en évidence la pluralité des expériences collectives et de nourrir une réflexion véritablement globale sur les rapports entre travail, santé et environnement.

La question de la matérialité des luttes va de pair avec celle de la **matérialité des sources** mobilisées pour reconstruire l'histoire et les enjeux des conflits sur la santé et l'environnement dans les mondes du travail. En France, la fin des Comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail décrétée par ordonnance en 2017 pose, entre autres choses, la question du devenir et de la conservation de leurs précieuses archives. Le recours croissant des chercheuses et chercheurs aux sources numérisées (comme celles du Centro ricerca e documentazione rischi e danni da lavoro en Italie) témoigne d'une transformation majeure de l'accès aux archives. Mais le statut des archives digitales, la pérennité des projets de numérisation et plus généralement le futur d'une recherche historiographique conduite à composer avec des sources de moins en moins matérielles, constituent des motifs de préoccupations pour les chercheurs. Bien que le colloque ne se focalise pas strictement sur le thème des archives, nous proposons aux participant.e.s de prendre en compte ces questions dans leurs réflexions.

Au-delà des communications académiques, il est également possible de proposer d'**autres types de formats qui seront particulièrement les bienvenus** : entretiens entre chercheur.euse.s et militant.e.s, présentation de luttes passées ou en cours par des militant.e.s ou des représentante.e.s d'association...

Différentes pistes guideront nos réflexions :

- **Former le collectif** : Qui sont les acteurs et les actrices de ces mobilisations ? Quelle forme prend le groupe contestataire ? Quels sont ses liens avec les collectifs déjà existants ? Les collectifs sont-ils éphémères ? Durables ? Réactivés uniquement lors des luttes ? Comment se structurent ces groupes et comment fonctionnent-ils ? Quels liens ont-ils avec d'autres collectifs ou d'autres figures professionnelles (médecins, avocats...) ?
- **Produire contre-expertise et contre-information** : Comment se construisent les savoirs sur la santé et l'environnement de la part des acteurs et actrices mobilisés.es ? Comment s'effectue la diffusion de ces savoirs ? Quels effets produit-elle ? Qui sont les cibles de la

sensibilisation (autres travailleurs.euses, habitant.es des alentours, opinion publique, etc.) ?

- **Mobiliser les répertoires d'action** : Comment se matérialisent les mobilisations ? Comment ces pratiques de lutte se transforment-elles dans le temps ? Quels effets produisent-elles ? Quels imaginaires sont convoqués ?
- **Construire une fierté de classe** : à travers quels instruments se construit l'identité socio-professionnelle de celles et ceux qui participent aux mobilisations ? Comment la perception sociale de leur propre rôle de travailleuses et de travailleurs se transforme-t-elle au cours des conflits ? Quelles formes d'engagement se sont opposées à la violence du chantage à l'emploi ?
- **Engager le(s) territoire(s)** : Comment sont pensés les impacts du travail sur l'environnement ? Comment les mobilisations s'inscrivent-elles dans le(s) territoire(s) ? Dans quelles échelles s'inscrivent-elles ? Comment et par quelles actrices ou acteurs se construisent des circulations de pratiques militantes entre ces territoires ?
- **Déjouer le *greenbacklash*** : Lorsque ces mobilisations rencontrent des oppositions fortes, voire des formes de répression, ou encore lorsque des organisations ou institutions qui avaient été des arènes de mobilisation face à la nocivité sont liquidées, comment se réorganisent les actrices et acteurs impliqués sur ces enjeux ? Comment leurs objectifs revendicatifs sont-ils réorientés ? Quels types d'action naissent dans ces configurations ? Dans la mesure où cette réaction repose souvent sur la volonté de produire un silence sur l'histoire de ces mobilisations, quelles démarches sont portées par les actrices et acteurs de ces luttes pour maintenir la visibilité de leurs causes ?

Ce colloque se tiendra au moment du **cinquantenaire** d'un **colloque** dédié au thème de la **responsabilité dans les accidents et maladies du travail**, organisé à Grenoble par la CGT, la CFDT et le Syndicat de la magistrature (31 janvier – 1^{er} février 1976). Survenu dans un contexte de débats intenses autour de la législation en la matière, cet événement a constitué un moment marquant. Alors que les enjeux de contaminations professionnelles et environnementales restent l'objet de controverses récurrentes et de luttes socio-écologiques, ce colloque dédié aux luttes menées contre la nocivité sera ouvert à l'ensemble des professionnels de santé, aux actrices et acteurs de la prévention, mais aussi aux militant.es associatifs ou syndicaux, qui souhaiteront y assister.

Modalités de soumission et calendrier

Les langues du colloque seront le français, l'anglais, l'italien et l'espagnol.

Les propositions de chercheur.e.s non titulaires sont particulièrement bienvenues.

Le colloque aura lieu en **présentiel**.

La proposition est à envoyer à luttercontrelanocivite@gmail.com et elle comprendra :

- **Un titre**
- **Un résumé de la communication indiquant les sources étudiées (300-500 mots)**
- **Une présentation bio-bibliographique (150 mots)**

Envoyer en **format PDF, en un seul fichier**, l'ensemble des éléments (proposition et biographie dans le même fichier).

Date limite de dépôt : **30 avril 2026**

Date de communication de l'acceptation ou du rejet des propositions : avant le début de l'été

Le comité d'organisation ne peut pas garantir la prise en charge de l'ensemble des transports pour les intervenant.e.s. Nous vous invitons à nous faire part de vos éventuels besoins, auxquels nous pourrions répondre en fonction des soutiens financiers disponibles.

Comité d'organisation

- Estelle Amilien (UGA, ILCEA4)
- Renaud Bécot (SciencePo Grenoble, Pacte)
- Elisa Santalena (UGA, LUHCIE)
- Marie Thirion (UGA, LUHCIE)

Comité scientifique

- Mikaël Chambru (MCF en Sciences sociales, UGA)
- Emilie Counil (Chargée de recherche en épidémiologie à l'INED)
- Marie Ghis Malfilatre (Chargée de recherche en sociologie, CNRS, Pacte)
- Emanuele Leonardi (MCF, Università di Bologna)
- Judith Rainhorn (PR en Histoire sociale contemporaine, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne)
- Nicolas Renahy (chercheur au Centre d'économie et de sociologie appliquées à l'agriculture et aux espaces ruraux - CESAER, INRAE-Institut Agro Dijon)
- Amalia Rossi (Fellow Researcher at THE NEW INSTITUTE – Center for Environmental Humanities (NICHE))
- Dr Borhane Slama (Onco-Hématologue, Chef de pole de Cancérologie Publique de Territoire, Président de la Commission Médicale du Groupement 84)
- Gilda Zazzara (MCF, Università Ca' Foscari, Venezia)

International Conference

Fighting Noxiousness: Work, Health, and Environment between Knowledge and Power (19th–21st centuries)

*

Université Grenoble Alpes, 14-16 October 2026

How can the noxiousness of work be challenged? The **concept of noxiousness (nocività)** emerged from Italian political and trade-union debates in the second half of the twentieth century. It refers to the deleterious effects of work on both health and the environment (Feltrin, Sacchetto, 2021) and allows to articulate these two issues together. The aim of this conference is to explore the forms of social creativity demonstrated by conflicts led by workers to combat the harmful health and environmental effects of production and reproduction activities.

By strengthening the dialogue between studies on the “environmentalism of the poor” (Martinez-Alier, 2003, 2023) and recent scholarship on working-class environmentalism (Barca, 2015; Bécot, 2015; Davigo, 2017; Thirion, 2024), we seek to highlight the **creation of knowledge and practices driven by these concerns** among social groups that are on the front line of damage caused by work. Existing research has mainly focused on countries of early industrialization and on the post-war decades. In order to extend these perspectives, this conference proposes a double opening:

- **geographical**, toward territories where industrialization is more recent and where repertoires of action may be less closely linked to working-class movement traditions;
- **chronological**, not only to understand the longer temporalities of certain struggles, but also to focus attention on historical sequences that remain understudied, such as the interwar period or the decades of deindustrialization.

Drawing on **multidisciplinary perspectives** (historical, sociological, geographical, anthropological, epidemiological, medical, etc.), the conference will examine the diversity of mobilizations while reflecting on the **strengths and limitations** of the forms they take. At a time when environmental policies tend toward an “ecological dispossession of the working classes”, the aim is not only to understand which socio-ecological configurations have been conducive to struggles against harmfulness, and to shed light on how the actors involved have dealt with the obstacles and constraints they faced, but also to emphasize that actions against harmfulness remain a contemporary—and often overlooked—component of the ecological condition of social classes (Collectif Classes Vertes, 2024).

Work is understood here in a broad sense. We seek to consider mobilizations that have emerged and continue to emerge in waged sectors, including **productive work** (agriculture, industry, etc.) and **services** (transport, public administration, care sector, etc.), as well as in **reproductive labor**, encompassing a wide range of activities (material activities such as subsistence, emotional and care-related work, or education-related activities) that are rarely remunerated (Fortunati, 1982; Sarti, Bellavitis, Martini, 2018; Barca, 2020; Gallot, Harari-Kermadec, 2024). This definition of work is intended to help us understand how alerts about harmfulness crystallize in certain work activities and to better characterize the actors who enable the circulation of such alerts between these different spheres of work. From this perspective, we

are also interested in the formation of knowledge and practices that have contributed to reinventing **workers' medicine**, as well as in mobilizations by scientists and physicians aimed at defending occupational health and environmental health (Marri, Oddone, 1967; Oddone, 1974, 1978; Laure Pitti, 2009; Marichalar, Pitti, 2013; Centemeri, 2022).

We therefore invite researchers from all disciplines to submit original contributions focusing on **concrete cases of mobilization**, in order to anchor the discussion in specific territories and give substance to the proposed narratives of struggle. Contributions should be based on a diverse documentary corpus (maps, testimonies, documents, photographs, videos, etc.), allowing for an articulation between analysis and the materiality of mobilizations. The objective of this call is to bring together a multidisciplinary research team with a view to developing a **global atlas project on workers' mobilizations around health and environmental issues**, aimed at mapping, contextualizing, and documenting these conflicts on a global scale.

We strongly encourage submissions focusing on **non-Western contexts**. Such approaches, still underrepresented in research on mobilizations around occupational health and environmental issues, are essential for broadening analytical frameworks, highlighting the plurality of collective experiences, and fostering a truly global reflection on the relationships between work, health, and the environment.

The question of the materiality of struggles goes hand in hand with that of the **materiality of the sources** mobilized to reconstruct the history and stakes of conflicts over health and the environment in the world of work. In France, the abolition of the Health, Safety and Working Conditions Committees (Comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail) by ordinance in 2017 raises, among other issues, the question of the fate and preservation of their valuable archives. The growing reliance of researchers on digitized sources (such as those of the Centro ricerche e documentazione rischi e danni da lavoro in Italy) reflects a major transformation in access to archives. However, the status of digital archives, the sustainability of digitization projects, and more generally the future of historiographical research conducted with increasingly immaterial sources are matters of concern for scholars. Although the conference does not strictly focus on archival issues, participants are invited to take these questions into account in their reflections.

Beyond academic papers, **other formats are also welcome**, including interviews between researchers and activists, presentations of past or ongoing struggles by activists or representatives of associations, and similar contributions.

Key themes guiding our reflections include:

- **Forming the collective:** Who are the actors involved in these mobilizations? What form does the protest group take? What links does it have with pre-existing collectives? Are these collectives ephemeral, long-lasting, or reactivated only during conflicts? How are these groups structured and how do they function? What links do they have with other collectives or professional figures (doctors, lawyers, etc.)?
- **Producing counter-expertise and counter-information:** How is knowledge about health and the environment constructed by mobilized actors? How is this knowledge disseminated, and what effects does it produce? Who are the targets of awareness-raising efforts (other workers, local residents, public opinion, etc.)?
- **Mobilizing repertoires of action:** How do mobilizations take material form? How do these practices of struggle change over time? What effects do they produce? What imaginaries are mobilized?

- **Building class pride:** Through what instruments is the socio-professional identity of those participating in mobilizations constructed? How does the social perception of their own role as workers change over the course of conflicts? What forms of engagement have opposed the violence of employment blackmail?
- **Engaging territory(ies):** How are the environmental impacts of work conceptualized? How are mobilizations embedded in territory(ies)? At what scales do they operate? How, and by which actors, are militant practices circulated between these territories?
- **Countering green backlash:** When these mobilizations encounter strong opposition, including repression, or when organizations or institutions that once served as arenas for mobilization against harmfulness are dismantled, how do the actors involved reorganize? How are their demands reoriented? What types of action emerge in these configurations? Given that such backlash often seeks to silence the history of these mobilizations, what strategies are developed by the actors involved to maintain the visibility of their causes?

This conference will take place on the **fiftieth anniversary** of a **conference** dedicated to the theme of **responsibility in occupational accidents and diseases**, organized in Grenoble by the CGT, the CFDT, and the Magistrates' Union (31 January–1 February 1976). Held in a context of intense debate over relevant legislation, this event marked a significant moment. At a time when issues of occupational and environmental contamination remain the subject of recurrent controversies and socio-ecological struggles, this conference on struggles against harmfulness will be open to all health professionals, prevention actors, as well as association and trade-union activists who wish to attend.

Submission Guidelines and Timeline

The conference languages will be French, English, Italian, and Spanish.

Submissions from non-tenured researchers are particularly welcome.

The conference will be held **in person**.

Proposals should be sent to luttercontrelanocivite@gmail.com and must include:

- **A title**
- **An abstract of the paper indicating the sources analysed (300–500 words)**
- **A short biographical note (150 words)**

All elements (proposal and biography) should be submitted **as a single PDF file**.

Submission deadline: **30 April 2026**

Notification of acceptance or rejection: before the beginning of summer

The organizing committee cannot guarantee full coverage of transportation costs for speakers. We invite you to inform us of any potential needs, which we will address depending on the available financial support.

Organising Committee

- Estelle Amilien (UGA, ILCEA4)
- Renaud Bécot (SciencePo Grenoble, Pacte)

- Elisa Santalena (UGA, LUHCIE)
- Marie Thirion (UGA, LUHCIE)

Scientific Committee

- Mikaël Chambru (MCF en Sciences sociales, UGA)
- Emilie Counil (Chargée de recherche en épidémiologie à l'INED)
- Marie Ghis Malfilatre (Chargée de recherche en sociologie, CNRS, Pacte)
- Emanuele Leonardi (MCF, Università di Bologna)
- Judith Rainhorn (PR en Histoire sociale contemporaine, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne)
- Nicolas Renahy (chercheur au Centre d'économie et de sociologie appliquées à l'agriculture et aux espaces ruraux - CESAER, INRAE-Institut Agro Dijon)
- Amalia Rossi (Fellow Researcher at THE NEW INSTITUTE – Center for Environmental Humanities (NICHE))
- Dr Borhane Slama (Onco-Hématologue, Chef de pole de Cancérologie Publique de Territoire, Président de la Commission Médicale du Groupement 84)
- Gilda Zazzara (MCF, Università Ca' Foscari, Venezia)

Convegno internazionale

Lottare contro la nocività: lavoro, salute e ambiente tra sapere e potere (XIX-XXI secolo)

*

Université Grenoble Alpes, 14-16 ottobre 2026

Come lottare contro la nocività del lavoro? Il **concetto di «nocività»** nasce dalle riflessioni politiche e sindacali italiane della seconda metà del XX secolo: esso si riferisce agli effetti dannosi del lavoro sia sulla salute sia sull'ambiente (Feltrin, Sacchetto, 2021) e consente di articolare insieme queste due problematiche. L'obiettivo del convegno è di esplorare la **creatività sociale** che emerge dai conflitti condotti dalle lavoratrici e dai lavoratori per contrastare gli effetti sanitari e ambientali nocivi delle attività di produzione e riproduzione.

Rafforzando il dialogo tra gli studi sugli «ambientalismi dei poveri» (Martinez-Alier, 2003, 2023) e i recenti lavori sull'ambientalismo operaio (Barca, 2015; Bécot, 2015; Davigo, 2017; Thirion, 2024), intendiamo mettere in luce la **produzione di saperi e di pratiche generate da queste problematiche** da parte dei gruppi sociali che si trovano in prima linea di fronte ai danni causati dal lavoro. Le ricerche finora condotte si concentrano prevalentemente sui paesi di antica industrializzazione e sui decenni del secondo dopoguerra. Per ampliare tali prospettive, il convegno propone una duplice apertura:

- **geografica**, verso territori in cui l'industrializzazione è più recente e dove i repertori d'azione possono essere meno legati alle tradizioni dei movimenti operai;
- **cronologica**, non solo per comprendere le temporalità più lunghe di alcune lotte, ma anche per rivolgere l'attenzione a sequenze storiche ancora poco studiate, come il periodo tra le due guerre o i decenni della deindustrializzazione.

Attraverso **prospettive pluridisciplinari** (storiche, sociologiche, geografiche, antropologiche, epidemiologiche, mediche, ecc.), si tratterà di interrogare la **varietà** delle mobilitazioni, riflettendo al contempo sui **punti di forza** e sui **limiti** delle forme adottate. In un momento in cui le politiche ambientali tendono a una «spoliazione ecologica delle classi popolari», l'obiettivo sarà non solo comprendere quali configurazioni socio-ecologiche abbiano favorito le lotte contro la nocività e chiarire attraverso quali modalità le attrici e gli attori di queste mobilitazioni abbiano fatto fronte agli ostacoli e ai vincoli loro opposti, ma anche sottolineare che tali azioni contro la nocività restano una componente attuale – e spesso trascurata – della condizione ecologica delle classi sociali (Collectif Classes Vertes, 2024).

Il lavoro è inteso in senso ampio: desideriamo considerare le mobilitazioni che si sono organizzate e si organizzano nei settori retribuiti, includendo il **lavoro produttivo** (agricoltura, industria...) e i **servizi** (trasporti, amministrazione, settore della cura...), ma anche il **lavoro riproduttivo**, che comprende un insieme di attività (materiali, come la sussistenza; emotive e legate alla cura; o relative all'educazione) che raramente sono oggetto di retribuzione (Fortunati, 1982; Sarti, Bellavitis, Martini, 2018; Barca, 2020; Gallot, Harari-Kermadec, 2024). Questa definizione del lavoro intende consentire una migliore comprensione di come gli allarmi sulla nocività possano cristallizzarsi in determinate attività lavorative e caratterizzare meglio le attrici

e gli attori che permettono la circolazione di tali allarmi tra le diverse sfere del lavoro. In questa prospettiva, ci interessiamo anche alla costituzione di saperi e pratiche che hanno permesso di reinventare la medicina operaia, così come alle mobilitazioni di scienziati e medici volte a difendere la salute sul lavoro e la salute ambientale (Marri, Oddone, 1967; Oddone, 1974, 1978; Laure Pitti, 2009; Marichalar, Pitti, 2013; Centemeri, 2022).

Invitiamo pertanto studiose e studiosi di tutte le discipline a presentare contributi originali basati su **casi concreti di mobilitazione**, al fine di ancorare la riflessione a territori specifici e dare concretezza ai racconti delle lotte proposte. I contributi dovranno basarsi su un corpus documentario vario (carte, testimonianze, documenti, fotografie, video, ecc.), che consenta di articolare analisi e materialità delle mobilitazioni. L'obiettivo di questa call è costituire un'équipe di ricerca pluridisciplinare per lavorare a un progetto di **atlante mondiale delle mobilitazioni delle lavoratrici e dei lavoratori sui temi della salute e dell'ambiente**, finalizzato a cartografare, contestualizzare e documentare questi conflitti su scala globale.

Incoraggiamo vivamente la presentazione di proposte relative a **contesti non occidentali**. Tali approcci, ancora poco rappresentati nella ricerca sulle mobilitazioni attorno alla salute e all'ambiente nel lavoro, costituiscono un apporto essenziale per ampliare i quadri di analisi, mettere in evidenza la pluralità delle esperienze collettive e alimentare una riflessione realmente globale sui rapporti tra lavoro, salute e ambiente.

La questione della materialità delle lotte va di pari passo con quella della **materialità delle fonti** utilizzate per ricostruire la storia e le problematiche dei conflitti sulla salute e sull'ambiente nei mondi del lavoro. In Francia, la soppressione dei Comitati per l'igiene, la sicurezza e le condizioni di lavoro, decretata per ordinanza nel 2017, pone – tra le altre cose – il problema del destino e della conservazione dei loro preziosi archivi. Il crescente ricorso da parte delle ricercatrici e dei ricercatori a fonti digitalizzate (come quelle del Centro ricerche e documentazione rischi e danni da lavoro in Italia) testimonia una trasformazione profonda dell'accesso agli archivi. Tuttavia, lo statuto degli archivi digitali, la sostenibilità dei progetti di digitalizzazione e, più in generale, il futuro di una ricerca storiografica chiamata a confrontarsi con fonti sempre meno materiali, rappresentano motivi di preoccupazione per la comunità scientifica. Sebbene il convegno non sia incentrato specificamente sul tema degli archivi, invitiamo le/i partecipanti a tenere conto di queste questioni nelle loro riflessioni.

Oltre alle comunicazioni accademiche, **sarà possibile proporre anche altri formati, che saranno particolarmente apprezzati**: dialoghi tra ricercatrici/ricercatori e militanti, presentazioni di lotte passate o in corso da parte di militanti o rappresentanti di associazioni, ecc.

Alcune piste di riflessione:

- **Formare il collettivo**: chi sono le attrici e gli attori di queste mobilitazioni? Quale forma assume il gruppo contestatario? Quali legami intrattiene con collettivi già esistenti? I collettivi sono effimeri, duraturi, riattivati solo in occasione delle lotte? Come si strutturano e come funzionano? Quali rapporti intrattengono con altri collettivi o con figure professionali (medici, avvocati, ecc.)?
- **Produrre contro-expertise e contro-informazione**: come si costruiscono i saperi sulla salute e sull'ambiente da parte delle attrici e degli attori mobilitati? Come avviene la diffusione di tali saperi? Quali effetti produce? Chi sono i destinatari della sensibilizzazione

(altre lavoratrici e lavoratori, abitanti delle zone limitrofe, opinione pubblica, ecc.)? Quali immaginari vengono convocati?

- **Mobilizzare i repertori d'azione:** come si concretizzano le mobilitazioni? In che modo queste pratiche di lotta si trasformano nel tempo? Quali effetti producono?
- **Costruire orgoglio di classe:** attraverso quali strumenti si costruisce l'identità socio-professionale di chi partecipa alle mobilitazioni? Come si modifica, nel corso dei conflitti, la percezione sociale del proprio ruolo di lavoratrici e lavoratori? Quali forme di attivazione si sono contrapposte alla violenza del ricatto occupazionale?
- **Coinvolgere il/i territorio/i:** come vengono pensati gli impatti del lavoro sull'ambiente? In che modo le mobilitazioni si radicano nel o nei territori? A quali scale si collocano? Come e da quali attrici o attori si costruiscono circolazioni di pratiche militanti tra questi territori?
- **Contrastare il *green backlash*:** quando queste mobilitazioni incontrano forti opposizioni, forme di repressione, o quando organizzazioni e istituzioni che erano state arene di mobilitazione contro la nocività vengono smantellate, come si riorganizzano le attrici e gli attori coinvolti? Come vengono riorientati gli obiettivi rivendicativi? Quali tipi di azione emergono in queste configurazioni? Nella misura in cui tali reazioni si fondano spesso sulla volontà di imporre il silenzio sulla storia di queste mobilitazioni, quali iniziative vengono portate avanti per mantenere la visibilità delle loro cause?

Il convegno si svolgerà in occasione del **cinquantenario** di un **convegno** dedicato al tema della **responsabilità negli infortuni e nelle malattie professionali**, organizzato a Grenoble dalla CGT, dalla CFDT e dal Syndicat de la magistrature (31 gennaio – 1° febbraio 1976). Svolto in un contesto di intensi dibattiti sulla legislazione in materia, tale evento ha rappresentato un momento significativo. Poiché le questioni delle contaminazioni professionali e ambientali continuano a essere oggetto di controversie ricorrenti e di lotte socio-ecologiche, questo convegno dedicato alle lotte contro la nocività sarà aperto alle operatrici e agli operatori sanitari, alle attrici e agli attori della prevenzione, nonché a militanti associativi o sindacali interessati a parteciparvi.

Modalità e calendario

Le lingue del convegno saranno il francese, l'inglese, l'italiano e lo spagnolo.

Le proposte di ricercatrici e ricercatori non strutturati sono particolarmente benvenute.

Il convegno si terrà in presenza.

La proposta dovrà essere inviata a luttercontrelanocivite@gmail.com e dovrà includere:

- **un titolo;**
- **un abstract dell'intervento con indicazione delle fonti studiate (300-500 parole);**
- **una breve nota bio-bibliografica (150 parole).**

Tutti gli elementi dovranno essere inviati **in un unico file PDF** (proposta e biografia nello stesso documento).

Scadenza per l'invio delle proposte: **30 aprile 2026**

Comunicazione dell'accettazione o del rifiuto: prima dell'inizio dell'estate

Il comitato organizzatore non può garantire la copertura completa delle spese di trasporto per i/le relatori/relatrici. Vi invitiamo a comunicarci eventuali esigenze, alle quali potremo rispondere in base ai finanziamenti disponibili.

Comitato organizzatore

- Estelle Amilien (UGA, ILCEA4)
- Renaud Bécot (SciencePo Grenoble, Pacte)
- Elisa Santalena (UGA, LUHCIE)
- Marie Thirion (UGA, LUHCIE)

Comitato scientifico

- Mikaël Chambru (MCF en Sciences sociales, UGA)
- Emilie Counil (Chargée de recherche en épidémiologie à l'INED)
- Marie Ghis Malfilatre (Chargée de recherche en sociologie, CNRS, Pacte)
- Emanuele Leonardi (MCF, Università di Bologna)
- Judith Rainhorn (PR en Histoire sociale contemporaine, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne)
- Nicolas Renahy (chercheur au Centre d'économie et de sociologie appliquées à l'agriculture et aux espaces ruraux - CESAER, INRAE-Institut Agro Dijon)
- Amalia Rossi (Fellow Researcher at THE NEW INSTITUTE – Center for Environmental Humanities (NICHE))
- Dr Borhane Slama (Onco-Hématologue, Chef de pole de Cancérologie Publique de Territoire, Président de la Commission Médicale du Groupement 84)
- Gilda Zazzara (MCF, Università Ca' Foscari, Venezia)

Coloquio internacional

Luchar contra la nocividad: Trabajo, salud y medioambiente entre saber y poder (siglos XIX a XXI)

*

Université Grenoble Alpes, 14-16 octubre 2026

¿Cómo luchar contra la nocividad del trabajo? El **concepto de “nocividad”** viene de las reflexiones políticas y sindicales italianas de la segunda mitad del siglo veinte: remite a los efectos deletéreos del trabajo al mismo tiempo en la salud y en el ecologismo (Feltrin, Sacchetto, 2021) y permite articular estas dos vertientes. El objetivo del coloquio es explorar la creatividad social que manifiestan los conflictos llevados a cabo por lxs trabajadorxs para luchar contra los efectos sanitarios y medioambientales nefastos de las actividades de producción y reproducción.

Con el propósito de poner énfasis en el diálogo entre los estudios sobre los “ecologismo de los pobres” (Martinez-Alier, 2003, 2023) y los trabajos recientes sobre el ecologismo obrero (Barca, 2015; Bécot, 2015; Davigo, 2017; Thirion, 2024), deseamos poner de relieve la **creación de saberes y prácticas relativas a estas preocupaciones** por parte de grupos sociales en primera línea frente a los estragos causados por el trabajo. Los estudios que ya se llevaron a cabo se han centrado sobre todo en los países de antigua industrialización y en los decenios posteriores a la segunda guerra mundial. Con el afán de prolongar estas expectativas, el coloquio propondrá una doble apertura:

- **geográfica**, hacia territorios cuya industrialización es más reciente y donde el abanico de acciones puede ser menos articulado a las tradiciones de los movimientos obreros
- **cronológica**, no sólo para entender las temporalidades más longevas de ciertas luchas, sino también para centrarse en secuencias históricas aún poco estudiadas, así como el periodo de entre guerras o los decenios de desindustrialización

Gracias a **perspectivas pluridisciplinares** (histórica, sociológica, geográfica, antropológica, epidemiológica, médica...), se tratará de cuestionar la **variedad** de las movilizaciones y reflexionar al mismo tiempo sobre las **fuerzas** y los **límites** de las modalidades utilizadas. En un momento cuando las políticas medioambientales tienden hacia una “desposesión ecológica de las clases populares”, el propósito será no sólo comprender qué contextos socio ecológicos fueron propicios a luchas contra la nocividad, insistir en cómo lxs actorxs lidiaron con los obstáculos y con las coerciones que se les opusieron, sino también subrayar que dichas acciones contra la nocividad siguen siendo un componente actual de la condición ecológica de las clases sociales, que suele ser descuidada (Colectivo Classes Vertes, 2024).

Se tiene una definición amplia del concepto de trabajo para el coloquio: se abarcarán las movilizaciones que se organizaron y siguen organizándose en los sectores que dan lugar a una remuneración, como el **trabajo productivo** (agricultura, industria...) y los **servicios** (transporte, administración, sector del *care*...), así como también el **trabajo reproductivo**, aludiendo entonces a un conjunto de actividades materiales como la subsistencia, emocionales y relacionadas con el *care*, o formando parte de la educación, no remuneradas las más veces (Fortunati, 1982 ; Sarti, Bellavitis, Martini, 2018 ; Barca, 2020 ; Gallot, Harari-Kermadec, 2024). Esta definición del trabajo debe permitir entender cómo las alertas sobre la nocividad pueden cristalizarse en ciertas

actividades de trabajo, y caracterizar mejor a lxs actorxs que hacen posible la circulación de alertas entre los distintos ámbitos del trabajo. En esta perspectiva, también nos interesa la constitución de saberes y prácticas que permitieron reinventar la **medicina obrera**, así como las movilizaciones de lxs científicxs y médicxs que luchan por defender la salud en el trabajo y la salud ecológica (Marri, Oddone, 1967 ; Oddone, 1974, 1978 ; Laure Pitti, 2009 ; Marichalar, Pitti, 2013 ; Centemeri, 2022).

Invitamos a lxs investigadorxs de todas las disciplinas a someter proposiciones originales relativas a **casos concretos de movilización** para desarrollar una reflexión sobre territorios precisos y encarnar los relatos de luchas comentados. Las contribuciones se centrarán en un corpus documental diverso (mapas, testimonios, documentos, fotografías, vídeos, etc.) que dará paso a una articulación entre análisis y materialidad de las movilizaciones. El objetivo de este llamado es constituir un grupo de investigación pluridisciplinar y posiblemente realizar un **atlas mundial de las movilizaciones de lxs trabajadorxs articuladas a temas de salud y medioambiente**, con el fin de mapear, contextualizar y documentar estos conflictos a nivel mundial.

Asimismo, animamos encarecidamente a que se sometan proposiciones que traten de **contextos no occidentales**. Estos trabajos, aún poco representados en las investigaciones sobre las movilizaciones relativas a la salud y al ecologismo en el trabajo, constituyen una contribución esencial para ampliar los marcos de análisis, poner de relieve la pluralidad de las experiencias colectivas y alimentar una reflexión verdaderamente global sobre las relaciones entre trabajo, salud y medioambiente.

El tema de la materialidad de las luchas va a la par con el de la **materialidad de las fuentes utilizadas** para reconstruir la historia y los retos de los conflictos sobre salud y ecologismo en los mundos laborales. En Francia, el final de los Comités de higiene, seguridad y condiciones laborales decretado por ordenanza en 2017, entre otros aspectos, plantea el problema del futuro y de la conservación de sus valiosos archivos. Lxs investigadorxs utilizan cada vez más fuentes digitalizadas, como las del Centro ricerche e documentazione rischi e danni da lavoro in Italia, lo cual insiste en una transformación importante del acceso a los archivos. Con todo, el estatuto de los archivos digitales, de la perennidad de los proyectos de digitalización y, en general, del futuro de una investigación historiográfica instada a depender con fuentes cada vez menos concretas, preocupan a lxs investigadorxs. Si el coloquio no se centrará exclusivamente en el tema de los archivos, proponemos que lxs participantxs tomen en cuenta este aspecto en sus presentaciones.

Más allá de las ponencias académicas, también será posible proponer **otros tipos de formatos, muy bienvenidos**: entrevistas entre investigadores y militantes, presentación de luchas pasadas o actuales por militantxs o representantxs de asociación...

Aquí vienen elementos que guiarán la reflexión:

- **Fraguar el colectivo**: ¿Quiénes son lxs actorxs de las movilizaciones? ¿Qué forma adopta el grupo contestatario? ¿Cuáles son las relaciones con los colectivos que ya existen? ¿Son efímeros los colectivos? ¿O más bien duraderos? ¿Se reactivan sólo cuando hay luchas? ¿Cómo se elaboran estos grupos y cómo funcionan? ¿Qué tipo de relaciones tejen con otros colectivos u otras figuras profesionales (médicos, abogados...)?
- **Producir peritaje alternativo o de comprobación, así como contrainformación**: ¿Cómo se construyen los saberes sobre la salud y el medioambiente por lxs actorxs movilizadxs? ¿Cómo se difunden estos saberes? ¿Qué efectos produce dicha difusión? ¿Quiénes son los destinatarios considerados de la sensibilización (otrxs trabajadorxs, vecinxs de la zona, opinión pública, etc.)?

- **Movilizar un abanico de acciones posibles:** ¿Cómo se materializan las movilizaciones? ¿Cómo estas prácticas de lucha se transforman a lo largo del tiempo? ¿Qué efectos producen? ¿Qué imaginarios convocan?
- **Construir un orgullo de clase:** ¿a través de qué instrumentos se construye la identidad socio profesional de lxs que participan en las movilizaciones? ¿Cómo la representación social de su propio papel de trabajadores se modifica durante los conflictos? Ante la violencia del chantaje laboral, ¿qué formas de compromiso fueron convocadas para oponerse?
- **Implicar el/los territorio(s):** ¿Cómo se conciben los impactos del trabajo en el medioambiente? ¿Cómo las movilizaciones se inscriben en el/los territorio(s)? ¿A qué escalas se desarrollan? En cuanto a la difusión de prácticas militantes entre estos territorios, ¿cómo se realizan? y ¿quiénes son lxs actores que las elaboran?
- **Contrarrestar el *greenbacklash*:** Cuando las movilizaciones chocan contra oposiciones fuertes, e incluso formas de represión, o aun cuando las organizaciones o instituciones que habían sido lugares de movilización ante la nocividad han sido liquidadas, ¿cómo se reorganizan lxs actorxs involucradxs en estos temas? ¿Cómo cambian y se reorientan sus objetivos y reivindicaciones? ¿Qué tipos de acciones nacen de estas configuraciones nuevas? En la medida en que esta reacción suele radicar en la voluntad de silenciar estas movilizaciones, ¿cómo se las arreglan lxs actorxs para mantener la visibilidad de su causa y sus luchas?

El coloquio tendrá lugar el año del **cincuentenario del coloquio** centrado en el tema de la **responsabilidad de los accidentes y enfermedades en el trabajo**, organizado en Grenoble por la CGT, la CFDT y el Sindicato de la magistratura (31 de enero-1 de febrero de 1976). Ocurrido en un contexto de debates intensos en cuanto a la legislación relativa al tema, aquel evento ha marcado un hito. En un momento cuando los desafíos de contaminación profesional y ecológica siguen siendo motivo de controversias y luchas socio ecológicas, este coloquio dedicado a las luchas realizadas contra la nocividad se abrirá no sólo a cualquier profesional de la salud, actor(x) de la prevención, sino también a lxs militantxs asociativxs o sindicales.

Modalidades de sumisión y calendario

El coloquio se realizará en francés, inglés, italiano y castellano.

Se aceptan y valoran proposiciones de investigadorxs no titulares.

El coloquio será **presencial**.

Contacto para la proposición: luttercontrelanocivite@gmail.com

Cada proposición incluirá:

- **Un título**
- **Un resumen de la comunicación, el cual indicará las fuentes utilizadas (300-500 palabras)**
- **Una breve presentación bio-biográfica (150 palabras)**

Mandar **en un solo PDF** todos los elementos (proposición y resumen biográfico)

Fecha límite para las proposiciones: **30 de abril de 2026**

Fecha de respuesta (aceptación o no): antes del verano (2026)

El comité organizador no puede garantizar la cobertura completa de los gastos de transporte para los/las ponentes. Les invitamos a comunicarnos cualquier necesidad, a la que podremos responder en función de la financiación disponible.

Comitaté organizador

- Estelle Amilien (UGA, ILCEA4)
- Renaud Bécot (SciencePo Grenoble, Pacte)
- Elisa Santalena (UGA, LUHCIE)
- Marie Thirion (UGA, LUHCIE)

Comité científico

- Mikaël Chambru (MCF en Sciences sociales, UGA)
- Emilie Counil (Chargée de recherche en épidémiologie à l'INED)
- Marie Ghis Malfilatre (Chargée de recherche en sociologie, CNRS, Pacte)
- Emanuele Leonardi (MCF, Università di Bologna)
- Judith Rainhorn (PR en Histoire sociale contemporaine, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne)
- Nicolas Renahy (chercheur au Centre d'économie et de sociologie appliquées à l'agriculture et aux espaces ruraux - CESAER, INRAE-Institut Agro Dijon)
- Amalia Rossi (Fellow Researcher at THE NEW INSTITUTE – Center for Environmental Humanities (NICHE))
- Dr Borhane Slama (Onco-Hématologue, Chef de pole de Cancérologie Publique de Territoire, Président de la Commission Médicale du Groupement 84)
- Gilda Zazzara (MCF, Università Ca' Foscari, Venezia)